



LE 21 NOVEMBRE

DE 9H À 17H

LA COMUE, C'EST QUOI ?

La Communauté d'Universités et d'Établissements (COMUE) regroupe les universités de Lille, d'Artois, de Valenciennes et du Littoral ainsi que l'Institut Mines-Télécom Lille-Douai, Centrale-Lille et « la Catho » (FUPL). Elle a notamment pour objectif de coordonner les politiques de ces établissements et gère l'ESPÉ pour la formation des enseignant.e.s et le Collège Doctoral pour la « formation » des doctorant.e.s.

POURQUOI SE PRÉSENTER ?

Nous vous proposons la seule liste combative, clairement opposée à la gestion opaque et anti-démocratique de la COMUE : 7 étudiant.e.s sur un conseil d'administration d'une soixantaine de membres dont la moitié sont « nommé.e.s » par les entreprises, les collectivités locales ou les président.e.s d'universités.

Notre seule promesse : vous tenir informé.e.s de ce qui se passe dans ces instances, ce qui ni la COMUE, ni les autres listes ne font aujourd'hui.

Nous revendiquons des universités publiques, ouvertes à tou.te.s et financées à hauteur des besoins et non sur des critères « d'excellence ». Nous nous battons pour un égal accès à l'enseignement supérieur sur tout le territoire, contre la sélection sociale et contre l'ensemble des discriminations (sexisme, racisme, LGBTphobies...).

La COMUE, instrument des « restructurations » nuisibles

En réunissant des établissements publics et privés, en accordant un poids important aux collectivités locales et aux entreprises, la COMUE participe au processus de restructuration de l'enseignement supérieur. Ce processus se fait aux détriments de nos conditions d'études et d'un service public ouvert à tou.te.s.

Avec la fusion des universités lilloises ou la transformation de l'Université de Valenciennes en Université Polytechnique des Hauts-de-France, la COMUE se fait porte-drapeau d'un enseignement supérieur à plusieurs vitesses d'où les étudiant.e.s des classes populaires seront les premières victimes.

*lille.sud@solidaires-etudiant-e-s.org; sudetudiantlille.org
selcgt nord@gmail.com; selcgt nord.fr*

ON VOTE



SUD & CGT

POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DÉMOCRATIQUE & OUVERT À TOUS ET TOUTES.

ON VOTE

SUD & CGT

POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DÉMOCRATIQUE & OUVERT À TOUS ET TOUTES.



►► FOCUS SUR LA VIE ÉTUDIANTE ◀◀

En matière de vie étudiante, le « Schéma Directeur » proposé par la COMUE, en partenariat avec les établissements et la Région, ne parle ni des discriminations (sexisme, racisme, LGBTphobies...), ni des inégalités d'accès à l'enseignement supérieur, ni de la question du tarif des transports urbains ou régionaux...

A l'inverse, il fait la part belle aux « emplois étudiants » et aux « services civiques » (souvent des emplois déguisés sous-payés et sans droit au chômage). Cette vision est totalement inadaptée aux réalités étudiantes dans la région de France où les étudiant.e.s sont les plus précaires et dans un contexte où un emploi ou un service civique en parallèle des études fait augmenter le risque d'échec universitaire.

Un autre exemple de la déconnexion entre la COMUE et les réalités étudiantes est le tarif de 10 euros en cas de perte de sa carte étudiante, un tarif imposé alors que le renouvellement était gratuit ou moins coûteux dans la plupart des universités).

LA FORMATION DES ENSEIGNANT.E.S

La COMUE gère l'ESPÉ : École Supérieure du Professorat de l'Éducation qui forme les enseignant.e.s du primaire et secondaire. A l'ESPÉ, les problèmes se multiplient : manque d'information des stagiaires, organisation opaque, absence d'accès Wifi pour les stagiaires...

Les cours, obligatoires pour les stagiaires (nouvelle preuve d'infantilisation), sont soit redondants, soit inutiles. En effet les groupes regroupent des étudiant.e.s aux statuts et aux besoins très divers (disciplines, type d'établissements, réalisation ou non d'un mémoire...). Pourtant il y a une véritable nécessité d'une formation des enseignant.e.s de qualité, avec davantage de cours de didactique et de sciences de l'éducation.

LA FORMATION DES DOCTORANT.E.S

La COMUE impose aujourd'hui à tou.te.s les doctorant.e.s de suivre des formations. Si l'offre de formations s'est améliorée, avec davantage de formations à l'enseignement, cette offre n'est toujours pas co-construite avec les représentant.e.s des doctorant.e.s et la part des sciences sociales y reste minorée, l'interdisciplinarité étant souvent très factice. De plus, les crédits accordés pour le suivi des formations ne sont toujours pas harmonisés vers le haut. Enfin, la logique même d'imposer des formations à celles et ceux qui font vivre la recherche aujourd'hui est une contrainte supplémentaire non compensée dans un contexte de dégradation des conditions de travail des doctorant.e.s.



LE 21
NOVEMBRE
DE 9H À 17H